

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
Pôle Risques Chroniques  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49183 Saint-Barthélémy

Saint-Barthélémy, le 06 octobre 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

### **LNUF Lactalis Nestlé Ultra-Frais Laval**

ZI des Touches  
Boulevard Arago  
53810 Changé

**Références :** 2025-459\_SOCIETE LAITIERE DE MAYENNE\_INSP\_RAP  
**Code AIOT :** 0006300909

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/09/2025 dans l'établissement LNUF Lactalis Nestlé Ultra-Frais Laval implanté ZI des Touches Boulevard Arago 53810 Changé. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LNUF Lactalis Nestlé Ultra-Frais Laval
- ZI des Touches Boulevard Arago 53810 Changé
- Code AIOT : 0006300909
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Lactalis Nestlé Ultra-Frais à Changé dispose de 10 lignes de conditionnement. Les pots en plastique sont fabriqués sur site. L'usine emploie environ 208 personnes (conditionnement : 120, maintenance : 35, process : 15, magasin : 10 et administration : 10 personnes, Qualité : 17 personnes). Cependant, le site regroupe également des activités de logistique (environ 350 personnes). Plusieurs sociétés du même groupe exercent des activités indépendantes sur ce site.

L'usine reçoit en moyenne 250 000 litres de lait par jour.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                  | Référence réglementaire   | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|--|---|--|--|-----------------------|
| 1  | Registre MCP                                       | Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 et R. 515-115 Et R. 515-116 | /  | Demande d'action corrective  | 2 mois                |
| 11 | Prévention du risque incendie - détection          | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12 Annexe II                          | Avec suites, Demande d'action corrective   | Demande d'action corrective  | 4 mois                |
| 12 | Raccordement à une station d'épuration collective. | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 34 Alinéas 1 et 7                           | /  | Demande d'action corrective  | 4 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle   | Référence réglementaire                             | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|---|--|-------------------|
| 2  | Combustible   | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.1     | /  | Sans objet        |
| 3  | Appareils fonctionnant en secours de l'alimentation électrique principale | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 1.4.1     | /  | Sans objet        |
| 4  | VLE   | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4     | /  | Sans objet        |
| 5  | VLE Chaudières  | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.III | /  | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle                   | Référence réglementaire                                   | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|-------------------------------------|---|--|-------------------|
| 6  | Mesure périodique                   | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.I et 6.3.II | /  | Sans objet        |
| 7  | Mesure périodique                   | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.V           | /  | Sans objet        |
| 8  | Evaluation de la conformité aux VLE | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.VI          | /  | Sans objet        |
| 9  | Livret de chaufferie                | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.7             | /  | Sans objet        |
| 10 | Rétention des eaux d'incendie       | Arrêté Préfectoral du 24/02/2003, article 25.5            | Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant  | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite d'inspection a mis en évidence des écarts pour lesquels l'exploitant devra mettre en oeuvre des mesures correctives.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Registre MCP

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 et R. 515-115EtR.515-116   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Recensement installations MCP  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>R. 515-114 :<br>I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes :<br>- le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ;<br>- la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ;<br>- le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ;<br>- le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ;<br>- la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ; |

- le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ;
- le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ;
- dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. »

II. Ces informations sont communiquées :

1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 :

- au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ;

[...]

2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8. »

R.515-115 :

[...] Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente.

R.515-116 :

I . Les informations prévues à l'article R. 515-114 « , le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R. 515-115, » sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.

#### **Constats :**

L'exploitant a effectué sa télédéclaration au titre des installations de combustion de taille moyenne (Directive MCP).

La déclaration est faite au nom de l'entreprise LNUF Laval, siège social situé Boulevard Arago - ZI des Touches 53810 CHANGE. La déclaration effectuée par l'exploitant comprend sept appareils de combustion, pour une puissance totale de l'installation de combustion de 17,93 MW. Les appareils de combustion déclarés sont les suivants :

- Chaudière 1 d'une puissance thermique nominale de 3,56 MW et fonctionnant au gaz naturel,
- Chaudière 2 (puissance thermique nominale non renseignée) fonctionnant au gaz naturel,
- Moteur diesel 1 d'une puissance de 3,35 MW,
- Moteur diesel 2 d'une puissance de 3,35 MW,
- Moteur diesel 3 d'une puissance de 3,35 MW,
- Moteur diesel d'une puissance de 0,291 MW,
- Moteur diesel d'une puissance de 0,302 MW.

L'examen de cette déclaration appelle trois observations :

- la puissance totale de l'installation de combustion renseignée dans la déclaration (17,93 MW) correspond à celle mentionnée au sein du courrier de demande de bénéfice des droits acquis daté du 17/12/2019, reçu en Préfecture de la Mayenne le 24/12/2019. Toutefois, la puissance de l'appareil de combustion de la Chaudière 2 n'est pas renseignée. Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant déclare que les chaudières 1 et 2 peuvent fonctionner en simultané. Par conséquent, il est nécessaire d'ajouter la puissance de la chaudière 2 . A corriger.
- la puissance du moteur diesel 3 de 3,35 MW diffère de celle mentionnée au sein du courrier de demande de bénéfice des droits acquis daté du 17/12/2019, reçu en Préfecture de la Mayenne le 24/12/2019 (3,52 MW). A justifier ou à corriger.

|  |
|--|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>les Fiches Techniques Combustion de novembre 2019 précisent que les moto-pompes thermiques des installations de sprinklage ne sont pas considérées comme raccordables à une cheminée commune et peuvent donc être considérées comme des installations distinctes. Ces appareils de combustion doivent être déduits de l'installation de combustion. A justifier ou à corriger.</li> </ul> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective   |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois  |

## N° 2 : Combustible

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.1   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contrôle du type combustible pour classement 2910-A   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les combustibles à employer correspondent à ceux figurant dans le dossier de déclaration [...] Ceux-ci ne peuvent être d'autres combustibles que ceux définis limitativement dans la nomenclature des installations classées sous la rubrique 2910-A.<br>Le combustible est considéré dans l'état physique où il se trouve lors de son introduction dans la chambre de combustion.  |
| <b>Constats :</b><br>L'installation de combustion est constituée des appareils suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>Chaudière 1 vapeur FASEL d'une puissance thermique nominale de 3,56 MW et fonctionnant au gaz naturel, (considérée comme étant un appareil de combustion principal)</li> <li>Chaudière 2 vapeur FASEL d'une puissance thermique nominale de 3,56 MW et fonctionnant au gaz naturel, (considérée comme étant un appareil de combustion d'appoint)</li> <li>Groupes électrogènes 1, 2 et 3 d'une puissance cumulée de 10,22 MW (3,35, 3,35 et 3,52 MW) et fonctionnant au fioul domestique, (considérés comme étant des appareils de combustion destinés aux situations de secours)</li> <li>Groupes moto-pompe 1 et 2 d'une puissance cumulée de 0,593 MW et fonctionnant au fioul domestique,</li> <li>Groupe électrogène relevage confinement de 0,694 MW et fonctionnant au fioul domestique.</li> </ul> Les combustibles employés sont bien définis dans la nomenclature des installations classées sous la rubrique 2910-A. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

## N° 3 : Appareils fonctionnant en secours de l'alimentation électrique principale

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 1.4.1  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Appareils fonctionnant en secours de l'alimentation électrique principale  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les dispositions des points 2.3, 2.5, 3.9, 5.2 (deuxième alinéa), 5.9, 5.10 (deuxième alinéa), 6.2.2 A et B, 6.2.3, 6.2.4, 6.2.5, 6.2.6, 6.3, 6.4, 8.3 et 8.4 de la présente annexe ne s'appliquent pas aux appareils de combustion destinés uniquement à alimenter des systèmes de sécurité ou à prendre le relais de |



l'alimentation principale du site en cas de défaillance accidentelle de celle-ci, et pour lesquelles l'exploitant s'est engagé à les faire fonctionner moins de 500 heures par an.

**Constats :**

La société LNUF exploite les groupes électrogènes 1, 2 et 3 d'une puissance cumulée de 10,22 MW (3,35, 3,35 et 3,52 MW). Ces équipements sont démarrés en cas de coupure de l'alimentation électrique du site et correspondent donc bien à des appareils de combustion destinés aux situations de secours.

L'exploitant déclare que des essais de fonctionnement de 30 minutes sont réalisés de manière hebdomadaire. A ce jour, et cela depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2025, chaque appareil de combustion a fonctionné une trentaine d'heures.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : VLE**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Conditions de référence

**Prescription contrôlée :**

Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm<sup>3</sup>), rapportés aux conditions normales de température (273,15 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm<sup>3</sup>) sur gaz sec.

Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % dans le cas des combustibles solides, de 3 % dans le cas des combustibles liquides et gazeux.

**Constats :**

Le dernier contrôle de la qualité des rejets atmosphériques issus des chaudières fonctionnant au gaz naturel a été réalisé le 24/10/2024. Ce contrôle a été réalisé par la société APAVE Exploitation France EM Bretagne Maine. Il s'agit du rapport n°134263754-001-1 en date du 12/11/2024.

Les concentrations sont bien exprimées sur gaz secs à 3 % pour les chaudières Gaz.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : VLE Chaudières**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.III

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Décla AVANT 01/01/2014 - Pt >5MW - > 500h/an – à compter du 01/01/25

**Prescription contrôlée :**

III. - Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses aux installations de combustion existantes fonctionnant plus de 500 heures par an et :

- de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW déclarées avant le 1<sup>er</sup> janvier 2014, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 ; [...]

Polluants : SO<sub>2</sub> (mg/Nm<sup>3</sup>) / NO<sub>x</sub> (mg/Nm<sup>3</sup>) / Poussières (mg/Nm<sup>3</sup>) / CO (mg/Nm<sup>3</sup>)

Biomasse solide :

P ≥ 5 : 200 / 650 / 50 / 250

Autres combustibles solides :

P ≥ 5 : 1 100 / 550 / 50 / 200

|  |
|--|
| <p>Fioul domestique :</p> <p><math>P \geq 5</math> : - / 150 (3) / - / 100</p> <p>Autres combustibles liquides :</p> <p><math>5 \leq P &lt; 10</math> : 350 / 550 / 30 / 100</p> <p><math>P \geq 10</math> : 350 / 500 (1) / 30 / 100</p> <p>Gaz naturel, Biométhane :</p> <p><math>5 \leq P &lt; 10</math> : - / 150 / - / 100</p> <p><math>P \geq 10</math> : - / 120 (2) / - / 100</p> <p>Gaz de pétrole liquéfiés :</p> <p><math>P \geq 5</math> : 5 / 150 / - / 100</p> <p>Renvoi Conditions Valeur limite d'émission (mg/Nm<sup>3</sup>)</p> <p>(1) Installation dont plus de 50 % de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée. NOx : 550</p> <p>(2) Installation dont plus de 50 % de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée. NOx : 150</p> <p>(3) Appareils de combustion fonctionnant moins de 1 500 heures par an. NOx : 200</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Le dernier contrôle de la qualité des rejets atmosphériques issus des chaudières fonctionnant au gaz naturel a été réalisé le 24/10/2024. Ce contrôle a été réalisé par la société APAVE Exploitation France EM Bretagne Maine. Il s'agit du rapport n°134263754-001-1 en date du 12/11/2024.</p> <p>Concernant les appareils de combustion fonctionnant au gaz naturel, la qualité des rejets en NOx et CO respecte les Valeurs Limites d'Emissions définies par le présent article, à savoir 150 mg/Nm<sup>3</sup> pour les NOx (Installation dont plus de 50 % de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée) et 100 mg/Nm<sup>3</sup> pour le CO.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p> |
|--|

#### N° 6 : Mesure périodique

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.I et 6.3.II  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mesure périodique des rejets dans l'air  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. L'exploitant fait effectuer [...] une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O<sub>2</sub>, SO<sub>2</sub>, poussières, NOx et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère. Pour les chaudières utilisant un combustible solide, l'exploitant fait également effectuer une mesure des teneurs en dioxines et furanes.</p> <p>Les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des analyses sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.</p> <p>II. - La mesure des poussières n'est pas exigée lorsque les combustibles consommés sont exclusivement des combustibles gazeux ou du fioul domestique. La mesure des oxydes de soufre n'est pas exigée si le combustible est du gaz naturel, du biométhane, fioul domestique ou de la biomasse exclusivement ligneuse faisant partie de la biomasse telle que définie au a) de la définition de biomasse.</p> |



**Constats :**

Les deux derniers contrôles de la qualité des rejets atmosphériques issus des chaudières ont été effectués les 15/11/2022 et 24/10/2024. La périodicité de contrôle est bien respectée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Mesure périodique**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.V

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Conditions de fonctionnement de l'installation

**Prescription contrôlée :**

V. - Les mesures sont effectuées selon les dispositions fixées par l'arrêté du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère. Elles sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation. Pour les turbines et moteurs, les mesures sont effectuées en régime stabilisé à pleine charge.

Dans le cas des installations de combustion qui utilisent plusieurs combustibles, la surveillance des émissions est effectuée lors de la combustion du combustible ou du mélange de combustibles susceptible d'entraîner le plus haut niveau d'émissions et pendant une période représentative des conditions d'exploitation normales.

**Constats :**

Le dernier contrôle de la qualité des rejets atmosphériques issus des chaudières fonctionnant au gaz naturel a été réalisé le 24/10/2024. Ce contrôle a été réalisé par la société APAVE Exploitation France EM Bretagne Maine. Il s'agit du rapport n°134263754-001-1 en date du 12/11/2024.

La société APAVE Exploitation France EM Bretagne est agréée (échéance au 31/12/2026) :

- pour la détermination de la vitesse et du débit-volume
- pour le mesurage in-situ des oxydes d'azote
- pour le mesurage in-situ du monoxyde de carbone

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Evaluation de la conformité aux VLE**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.VI

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Evaluation de la conformité aux VLE

**Prescription contrôlée :**

VI. - Les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si les résultats de chacune des séries de mesures ne dépassent pas les valeurs limites d'émission.

**Constats :**

Le dernier contrôle de la qualité des rejets atmosphériques issus des chaudières fonctionnant au gaz naturel a été réalisé le 24/10/2024. Ce contrôle a été réalisé par la société APAVE Exploitation France EM Bretagne Maine. Il s'agit du rapport n°134263754-001-1 en date du 12/11/2024.

Les résultats mesurés pour chaque série et pour chacun des appareils de combustion respectent les Valeurs Limites d'Emission pour l'ensemble des polluants suivis (NOx et CO).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Livret de chaufferie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.7

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Livret de chaufferie

|   |
|---|
| <b>Prescription contrôlée :</b>   |
| Les résultats des contrôles et des opérations d'entretien des installations de combustion comportant des chaudières sont portés sur le livret de chaufferie.  |
| <b>Constats :</b>   |
| Les résultats des contrôles et des opérations d'entretien des installations de combustion comportant des chaudières sont portés sur le livret de chaufferie. Au cours de la visite des installations, l'inspection a pu constater la présence du livret de chaufferie. L'examen rapide du document n'appelle pas de commentaires de la part de l'inspection des installations classées. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

#### N° 10 : Rétention des eaux d'incendie

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/02/2003, article 25.5  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 10/12/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> </ul> |
| <b>Prescription contrôlée :</b>  |
| Les eaux d'extinction d'incendie sont collectées dans le réseau d'eaux pluviales et d'eaux usées. Elles rejoindront soit le réseau d'eaux usées, soit le bassin d'orage.   |
| <b>Constats :</b>  |
| Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant déclare que le procès verbal de réception des travaux associés à la mise en place du bassin de confinement ainsi que des équipements connexes a été délivré.  |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>   |
| Une copie du procès-verbal devra être transmise à l'inspection des installations classées.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

#### N° 11 : Prévention du risque incendie - détection

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12 Annexe II   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection automatique d'incendie   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 10/12/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> </ul>   |
| <b>Prescription contrôlée :</b>   |
| La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site. |
| Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.  |
| Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.  |

[...]

NOTA : Annexe VII-1 : Le point 12 est applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023. Les mots « , et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées » ne sont pas applicables.

**Constats :**

Au cours de la visite d'inspection du 10/12/2024, l'inspection des installations classées a constaté que le déclenchement du sprinklage (équipement qui assure la détection incendie du site) n'était pas asservi au signal d'évacuation. Au cours de la présente visite d'inspection, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées deux commandes relatives à la mise en conformité de la Centrale d'évacuation incendie du site. Un montant cumulé de 300 000 euros est engagé. Les travaux débuteront au cours de la semaine 42 pour une mise en service début 2026.

Le Procès-Verbal de réception des travaux sera transmis à l'inspection des installations classées dès réception.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 4 mois

**N° 12 : Raccordement à une station d'épuration collective.**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 34 Alinéas 1 et 7

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention de la pollution du milieu aquatique

**Prescription contrôlée :**

Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est envisageable que dans le cas où l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter l'effluent industriel dans de bonnes conditions.

[...]

Les prescriptions de l'arrêté d'autorisation délivré au titre de la législation des installations classées s'appliquent sans préjudice de l'autorisation au raccordement au réseau public délivrée, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique, par la collectivité à laquelle appartient le réseau.

**Constats :**

La société LNUF dispose d'une autorisation de déversement de ses eaux usées non domestiques au sein du réseau d'assainissement de la communauté d'agglomération de Laval. Cette autorisation, délivrée le 11/07/2022 pour une période de 5 ans, impose des flux maximum de pollution afin de garantir le bon fonctionnement de la station d'épuration collective :

- DCO : 3000 kg/j
- DBO<sub>5</sub> : 2000 kg/j
- MEST : 600 kg/j
- NGL : 250 kg/j
- Phosphore total : 30 kg/j

En application des dispositions de l'arrêté préfectoral modifié du 24/02/2003, l'exploitant réalise une autosurveillance de la qualité de ses rejets en sortie de son site. Les résultats de cette surveillance sont reportés sur l'outil GIDAF. Une extraction des résultats de mesure sur l'année 2024 a été réalisée. L'examen de cette extraction a porté sur les paramètres suivants : MES, DCO, NGL et Ptotal. L'examen aboutit aux conclusions suivantes :

- **DCO : sur les 366 mesures, 2 valeurs de flux dépassent la limite fixée par l'arrêté de déversement ;**
- DBO<sub>5</sub> : sur les 84 mesures, aucune valeur de flux ne dépasse la limite fixée par l'arrêté de déversement ;

- **MEST** : sur les 366 mesures, 104 valeurs de flux dépassent la limite fixée par l'arrêté de déversement ;
- **NGL** : sur les 84 mesures, aucune valeur de flux ne dépasse la limite fixée par l'arrêté de déversement ;
- **Phosphore total** : sur les 84 mesures, aucune valeur de flux ne dépasse la limite fixée par l'arrêté de déversement.

Ces dépassements sont susceptibles de perturber le bon fonctionnement de la station d'épuration collective et de nuire au bon traitement des effluents. A ce titre, l'exploitant est tenu de mettre en oeuvre les mesures correctives nécessaires pour respecter les limites actuellement définies par l'arrêté de déversement.

NOTA : Un dossier de porter à connaissance du 01/09/2014, complété les 21/06/2017 et 02/07/2020, sollicitant un aménagement des prescriptions relatives à la prévention de la pollution aquatique via un aménagement des valeurs de concentration et de flux applicables est en cours d'instruction.

**Type de suites proposées** : Avec suites

**Proposition de suites** : Demande d'action corrective

**Proposition de délais** : 4 mois